



Déclaration liminaire CGT FO FSU Comité technique du 31 mai 2018

Les élu.e.s CGT Ferc Sup, FO ESR et FSU au comité technique de l'université de Lorraine souhaitent revenir sur les événements qui se sont déroulés sur le campus Lettres et Sciences humaines de Nancy le 3 mai dernier et qui ont impacté fortement le fonctionnement des services et les conditions de travail des collègues.

Nos organisations, des personnels et des étudiant.e.s, sont mobilisés depuis des mois contre la loi ORE et vous avez refusé de les entendre : aucun lieu ou moment de débats à l'UL sur l'avenir de l'enseignement supérieur, pas de consultation (locale ni d'ailleurs nationale) des instances représentatives des personnels CT et CHSCT dont les élu.e.s sont partout méprisé.e.s. Votre seule réponse, la seule réponse du MESRI, a été gels de postes, budget contraint, GVT et autres alibis budgétaires et surtout violences policières. La police n'a rien à faire sur nos sites, elle contrevient au respect des franchises universitaires, et son seul objectif est de briser la grève et la résistance.

Nous dénonçons ici aussi les mesures de filtrage, de contrôles d'identité, que votre administration a mises en place avec des sociétés de vigiles mais aussi avec nos collègues sur nos campus, déploiement de contrôles d'accès sans consultation des IRP, et avec des moyens potentiellement dangereux (personnels d'offices privées, recours à des chiens, création de files d'attente et bousculades afférentes).

Nous dénonçons l'acharnement dont vous avez fait preuve contre les étudiant.e.s, n'hésitant pas à les désigner à la police, participant ainsi à la criminalisation du mouvement social contre la loi Ore que le gouvernement étend, impunément. La situation de blocage de nos universités est le fruit de cette loi, qui instaure la sélection à l'entrée en licence et que la jeunesse, comme les personnels, combat avec raison. Plutôt que d'acter la réalité du mouvement de protestation en réorganisant le travail et en décalant le calendrier des examens selon les occupations, vous avez choisi délibérément le recours à la force. Ce recours à la force ne permet pas aux agents et aux étudiant.e.s de travailler et d'étudier avec la sérénité nécessaire. Ce recours aux forces de l'ordre est indigne, la charge policière que les étudiant.e.s ont dû subir le 3 mai est indigne.

Lourdes sont les responsabilités de ceux qui accompagnent ce passage en force institutionnalisé, sans bilan, sans réflexion et sans état d'âme, et qui à terme, par l'exclusion assumée de pans entiers de la société, seront à l'origine de violences dont, sans scrupule, ils se dédouaneront.

Pendant que le gouvernement répond à la liberté d'étudier par un dispositif inepte et bureaucratique de tri social et à l'afflux de bachelier.e.s par une stagnation des moyens, pendant qu'il instaure la sélection à l'entrée à l'université, casse les diplômes nationaux, creuse les inégalités sociales et territoriales, vous avez répondu à notre mobilisation, à celles des étudiant.e.s et à notre liberté de manifester par la violence.